

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET **COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING**

du

van

MERCREDI 02 MARS 2011

WOENSDAG 02 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 11 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

01 **Question de M. Rachid Madrane au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le budget selon la norme SEC 95" (n° 2841)**

01.01 **Rachid Madrane** (PS): Le gouvernement pourrait imposer aux communes de respecter la norme SEC 95 (système européen de comptabilité) qui permet de vérifier le respect par les États membres des objectifs de stabilité budgétaire. Jusqu'à présent, seuls l'État fédéral, les Communautés et les Régions devaient appliquer cette norme. Les communes, qui fonctionnent essentiellement grâce au budget extraordinaire, ne pourraient plus étaler un remboursement sur plusieurs années si la norme leur était imposée. Les investissements des pouvoirs locaux pourraient être fortement réduits, au détriment de l'économie et de la population.

Que se passera-t-il en cas d'application de la norme SEC 95 par les pouvoirs locaux? Quelles seraient les conséquences sur les investissements?

01.02 **Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en français*): Il existe vraiment un malentendu autour de la norme SEC 95 au niveau des pouvoirs locaux. Il n'a jamais été question de demander aux communes de modifier quoi que ce soit dans leur comptabilité ou dans l'amortissement des investissements. En fait, le SEC 95 est un système macroéconomique de comptabilités nationale et régionale qui impose aux communes un *reporting* harmonisé à l'Institut des comptes nationaux (ICN) basé sur la nouvelle comptabilité communale, qui est parfaitement compatible avec le SEC 95.

Sur le long terme, il n'y aura aucune différence de soldes moyens entre les comptes des communes et les comptes établis par l'ICN. En effet, en enregistrant chaque année l'amortissement des différents investissements, on obtient en moyenne le même montant qu'en enregistrant l'ensemble de l'investissement l'année où il a eu lieu. Mais on verra apparaître dans les comptes de l'ICN le cycle des investissements communaux.

Il faudra simplement en tenir compte pour le programme de stabilité européen, puisque lors des années préélectorales, les investissements des communes ont tendance à augmenter.

En revanche, il est vrai qu'il est demandé aux communes et aux provinces d'adopter une gestion parcimonieuse des deniers publics de façon à contribuer à l'assainissement des finances publiques. Depuis quelques années, en effet, on observe un déficit structurel des pouvoirs locaux de 0,2 % du PIB et il leur est demandé de revenir à l'équilibre le plus rapidement possible.

01.03 **Rachid Madrane** (PS): Une conseillère communale de votre parti m'a interrogé sur la norme SEC 95 lors de notre dernier conseil communal, et je m'étais engagé à poser la question ici. Je vais donc rassurer tout le monde. Il faudrait informer plus adéquatement les responsables locaux des budgets.

La **présidente**: On rencontre quotidiennement cette crainte de devoir comptabiliser les dépenses faites l'année même de leur engagement. Les organes *ad hoc* doivent relayer l'information aux communes.

L'incident est clos.

02 Question de M. Hagen Goyvaerts au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3093)

02.01 Hagen Goyvaerts (VB): Hier, j'ai interrogé le ministre du Budget sur les problèmes susceptibles de surgir parce que des arrêtés royaux restent en rade dans le contexte actuel des affaires courantes. Il m'a renvoyé à la réponse qui a fait l'objet d'une concertation au sein du gouvernement.

Le secrétaire d'État a-t-il quelque chose à ajouter? Y a-t-il, dans sa sphère de compétence, des arrêtés urgents qu'il n'est pas possible de promulguer?

02.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je crains que ma réponse ne soit identique parce que, en effet, cette question a fait l'objet d'une concertation au sein du gouvernement.

La notion d'affaires courantes a été définie de manière plus précise par la doctrine et la jurisprudence sur la base d'un certain nombre de critères. Une première catégorie d'affaires courantes concerne la gestion journalière: les actes qui en relèvent sont bien évidemment autorisés. Il y a par ailleurs les actes qui sortent du cadre de la gestion journalière, mais qui ne nécessitent pas de nouvelle initiative du gouvernement. Dans pareil cas, il doit donc s'agir de l'exécution de choix politiques posés précédemment. Et, enfin, il y a les affaires urgentes qui ne peuvent attendre sous peine de nuire aux intérêts fondamentaux de la nation. Dans ce genre de situation, un gouvernement en affaires courantes peut également agir.

Il s'agit donc de vérifier au cas par cas si une mesure répond à l'un de ces critères. Seuls les arrêtés d'exécution qui y satisfont sont promulgués. Il n'existe donc pas de liste préétablie d'arrêtés royaux à promulguer, étant donné que la situation évolue sans cesse.

02.03 Hagen Goyvaerts (VB): J'ai effectivement reçu la même réponse du ministre du Budget. Il est heureux de constater qu'il y a au moins unanimité sur un point au sein de ce gouvernement.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "un nouveau code d'indemnisation utilisé par les compagnies d'assurance automobile" (n° 3032)

03.01 Peter Logghe (VB): Assuralia a récemment signalé l'adoption d'un nouveau code de conduite pour l'indemnisation des dommages subis lors d'accidents de voiture. Dorénavant, les indemnisations marginales ne feront plus l'objet de contestations et les assureurs verseront des acomptes plus rapidement. Les violations de ce code de conduite seront également sanctionnées.

Les acomptes seront-ils payés par l'assureur de la victime ou par celui de la partie présumée responsable? Dans quels délais les acomptes seront-ils versés? Que se passera-t-il si le juge estime que la responsabilité est partagée? Qui décide du caractère marginal de l'indemnisation? Le médiateur exercera-t-il un contrôle sur ce code de conduite? Combien de plaintes le médiateur reçoit-il chaque année au sujet des indemnisations de dommages subis lors d'accidents de voiture?

03.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le nouveau code d'indemnisation renforce la convention relative aux victimes innocentes. Il stipule qu'en cas de décès, le règlement à l'amiable ne peut être proposé qu'une fois que les ayants droit sont émotionnellement et humainement en état de prendre une décision parfaitement raisonnée. L'assureur est tenu d'indemniser tout préjudice consécutif à de graves dommages corporels survenus à la suite d'un accident de la route.

Il n'a jamais été question du paiement d'avances tant que la responsabilité n'est pas établie. Les avances sont payées par l'assureur de la partie responsable ou, s'il s'agit d'un usager faible, par l'assureur du véhicule impliqué dans l'accident. Les conducteurs de véhicules à moteur impliqués dans un accident ne

peuvent percevoir d'avances qu'une fois les responsabilités établies.

Une première avance doit être payée immédiatement, afin que la victime n'ait pas à supporter elle-même les premiers frais. Le paiement s'effectue sans production de pièces justificatives. Les éventuelles avances suivantes doivent tenir compte de toutes les implications financières subies par la victime, c'est-à-dire tant les frais dus à l'accident que la perte de revenu. À ce stade, des justificatifs doivent être fournis.

Ce système d'avance ne porte pas atteinte aux principes de la responsabilité civile. L'indemnisation des dommages corporels s'effectue en grande partie en dehors de l'application des règles de la responsabilité, en conséquence de l'article 29bis de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs.

L'assureur veille à prévenir les litiges qui concernent des indemnisations dont le montant est peu important. Pour les petits dégâts matériels, un début de preuve est dès lors suffisant. Le mot "petit" désigne tout dégât matériel pouvant être considéré comme peu important par rapport à la gravité de la situation.

Lorsque le code n'est pas respecté, le médiateur des assurances est compétent pour traiter les plaintes. En 2009, le médiateur a reçu 715 plaintes en matière d'assurance automobile. En 2010, il y en a eu 864.

03.03 Peter Logghe (VB): Fondamentalement, la situation demeure donc quasi inchangée, aucune avance n'étant payée aussi longtemps que la question des responsabilités n'est pas réglée. Or ce sont surtout ces dossiers dont le traitement prend beaucoup de temps qui suscitent le mécontentement, l'assuré étant confronté dans ce cas à des frais élevés.

03.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (en néerlandais): Comment peut-on déterminer qui doit payer une avance si aucune décision n'a été prise concernant les responsabilités?

03.05 Peter Logghe (VB): Dans le cadre de l'indemnisation directe, la compagnie d'assurances de la partie non responsable effectue quand même aussi un paiement, qu'elle récupère ultérieurement auprès de la partie responsable. On aurait pu appliquer ce même système en l'espèce. Ce code ne répond pas aux objectifs visés.

L'incident est clos.

04 Question de M. Hagen Goyvaerts au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "l'absence d'arrêtés d'exécution à la suite de l'absence d'un gouvernement bénéficiant de la plénitude de compétences" (n° 3070)

04.01 Hagen Goyvaerts (VB): Le Vlaams Belang demande dans toutes les commissions où en sont les arrêtés d'exécution, vu l'absence d'un gouvernement doté de la plénitude de compétences. Si le secrétaire d'État fournit la même réponse que le ministre du Budget et que le secrétaire d'État au Budget, il est inutile que je pose la question. Ou le secrétaire d'État dispose-t-il d'informations complémentaires?

04.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (en néerlandais): Ma réponse est la même que celle de mes collègues.

L'incident est clos.

05 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le prêt vert avec bonification d'intérêts" (n° 3110)

05.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): En matière d'efficacité énergétique, la Belgique fait partie des cancrs de la classe européenne. Selon une étude réalisée par McKinsey, il faudrait investir entre 20 et 30 milliards d'euros au cours des 20 prochaines années. C'est la raison pour laquelle, fin 2008, le gouvernement a décidé de privilégier les prêts à la rénovation de logements accroissant l'efficacité énergétique par le biais d'une bonification d'intérêt. Le système connaît un réel succès: en 2010, près de 60 000 crédits ont été accordés pour un montant total de 1 milliard d'euros. Cette mesure arrive à échéance au 31 décembre 2011. Une prorogation est-elle envisageable dans le cadre des affaires courantes?

05.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le prêt vert fédéral a été instauré à mon initiative. Les banques privées ont reçu 49 053 demandes de prêt, dont le montant moyen s'élevait à quelque 15 000 euros. Un montant de 724 millions d'euros a été investi en travaux d'économie d'énergie dans les habitations privées, ce qui représente 30 % de l'ensemble des investissements économiseurs d'énergie dans notre pays. À ce jour, 35 banques participent à l'action et 10 d'entre elles prennent 92 % des prêts à leur compte.

J'ai proposé de rendre la mesure durable et de l'étendre à d'autres investissements économiseurs d'énergie, tels que l'achat de voitures électriques. Le financement des coûts supplémentaires pour une maison passive par rapport à une maison ordinaire pourrait également être inscrit dans cette mesure. L'extension de la mesure doit évidemment être effectuée par un gouvernement doté de la plénitude des compétences. En théorie, la mesure pourrait être prise par le biais d'une proposition de loi, mais cette piste est semée d'embûches. Je rappelle l'échec de la proposition de loi portant prolongation de la réduction d'impôt pour l'isolation des sols et des murs.

05.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Je me réjouis qu'une impulsion ait été donnée dans ce dossier et j'utiliserai ma compétence parlementaire pour faire en sorte qu'il connaisse une issue positive.

L'incident est clos.

La discussion des questions est close à 14 h 40.

De vergadering wordt geopend om 14.11 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 Vraag van de heer Rachid Madrane aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de begroting conform de ESR 95-normen" (nr. 2841)

01.01 Rachid Madrane (PS): De regering zou de gemeenten kunnen verplichten om de ESR 95-normen (Europees boekhoudingssysteem) toe te passen aan de hand waarvan gecontroleerd kan worden of de lidstaten de doelstellingen inzake budgettaire stabiliteit in acht nemen. Tot op heden moesten enkel de federale Staat en de Gemeenschappen en Gewesten die norm toepassen. Indien die norm wordt opgelegd aan de gemeenten, die voor hun functioneren voornamelijk afhankelijk zijn van de buitengewone begroting, zouden ze een terugbetaling niet meer over verscheidene jaren kunnen spreiden. De investeringen van de lokale besturen zouden dus fors kunnen dalen, wat ten koste zou gaan van de economie en de bevolking.

Wat zal er gebeuren indien de lokale besturen de ESR 95-normen zouden toepassen? Wat zouden de gevolgen zijn voor de investeringen?

01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Frans*): Er heerst een echt misverstand omtrent de toepassing van de ESR 95-normen bij de lokale besturen. Er is de gemeenten nooit gevraagd hun boekhouding of de manier waarop ze investeringen afschrijven op welk punt dan ook aan te passen. ESR 95 is eigenlijk een macro-economisch systeem van nationale en regionale rekeningen, waarbij de gemeenten verplicht zijn volgens een vast stramien en aan de hand van de nieuwe gemeentelijke comptabiliteit, die perfect strookt met ESR 95, te rapporteren aan het Instituut voor de Nationale Rekeningen (INR).

Op lange termijn zullen de gemiddelde saldi van de gemeentelijke rekeningen en van de rekeningen die het INR opstelt, volledig gelijk zijn. Wanneer elk jaar de afschrijving van de verschillende investeringen wordt geboekt, komt men immers tot hetzelfde gemiddelde bedrag als wanneer een investering volledig wordt geboekt in het jaar waarin ze wordt uitgevoerd. Uit de INR-rekeningen zal echter de gemeentelijke investeringscyclus blijken.

Er moet alleen maar rekening mee worden gehouden in het kader van het Europees stabiliteitsprogramma. De investeringen die de gemeenten doen, hebben in de jaren voorafgaand aan verkiezingen immers de neiging om te stijgen.

Het is daarentegen wel zo dat er aan de gemeenten en de provincies wordt gevraagd om zuinig om te

springen met het overheidsgeld teneinde bij te dragen tot de sanering van de openbare financiën. Er is bij de lokale overheden immers al enkele jaren sprake van een structureel tekort van 0,2 procent van het bbp. Zij werden verzocht het evenwicht zo snel mogelijk te herstellen.

01.03 Rachid Madrane (PS): Tijdens de jongste bijeenkomst van onze gemeenteraad heeft een gemeenteraadslid van uw partij me ondervraagd over de ESR 95-normen. Ik had haar beloofd dat ik die vraag hier zou stellen. Nu kan ik dus iedereen geruststellen. De lokale beleidsmakers die verantwoordelijk zijn voor de begroting moeten beter worden geïnformeerd.

De **voorzitter**: We worden dagelijks geconfronteerd met de vrees dat de uitgaven die in een bepaald jaar vastgelegd worden, in hetzelfde jaar moeten worden geboekt. De ad-hocorganen moeten de informatie aan de gemeenten doorspelen.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3093)

02.01 Hagen Goyvaerts (VB): Ik heb gisteren de minister van Begroting ondervraagd over problemen die kunnen rijzen doordat KB's uitblijven in deze toestand van lopende zaken. Hij verwees naar het in de regering overlegde antwoord.

Heeft de staatssecretaris daar iets aan toe te voegen? Zijn er op zijn bevoegdheidsdomein dringende besluiten die niet kunnen worden uitgevaardigd?

02.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Ik vrees dat mijn antwoord hetzelfde zal zijn, want over deze kwestie is inderdaad overleg gepleegd binnen de regering.

De rechtsleer en de rechtspraak hebben de lopende zaken aan de hand van een aantal criteria nader omschreven. Een eerste categorie van lopende zaken betreft het dagelijkse beheer: zulke handelingen zijn vanzelfsprekend toegestaan. Dan zijn er de belangrijke handelingen die het dagelijkse beheer overschrijden, maar die geen nieuw initiatief van de regering veronderstellen. Het moet hierbij dus gaan om het uitvoeren van beleidskeuzes die eerder gemaakt werden. En tot slot zijn er de dringende zaken die geen uitstel dulden omdat anders de fundamentele belangen van de natie kunnen worden geschaad. Ook hier mag een regering van lopende zaken optreden.

Geval per geval wordt onderzocht of een maatregel aan een van deze criteria beantwoordt. Alleen de uitvoeringsbesluiten die deze toets doorstaan, worden uitgevaardigd. Er bestaat dus geen vaste lijst van uit te vaardigen KB's, aangezien de toestand voortdurend evolueert.

02.03 Hagen Goyvaerts (VB): Ik kreeg inderdaad hetzelfde antwoord van de minister van Begroting. Ik ben blij dat er binnen deze regering tenminste over iets eensgezindheid bestaat.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "een nieuwe schaderegelingscode bij de autoverzekeraars" (nr. 3032)

03.01 Peter Logghe (VB): Assuralia maakte onlangs bekend dat er een nieuwe gedragscode werd goedgekeurd in verband met de schaderegeling ongevallen voertuigen. Voortaan zullen marginale schadevergoedingen niet meer betwist worden en verzekeraars zullen vlotter met voorschotten over de brug komen. Overtredingen op de gedragscode zullen ook bestraft worden.

Zullen de voorschotten betaald worden door de verzekeraar van het slachtoffer of van de vermoedelijk aansprakelijke partij? Binnen welke termijn zullen de voorschotten betaald worden? Wat als de rechter beslist

dat er sprake is van een gedeelde aansprakelijkheid? Wie beslist over het marginale karakter van de schadevergoeding? Zal de ombudsman controle uitoefenen op deze gedragscode? Hoeveel klachten in verband met deze schaderegeling ongevallen voertuigen ontvangt de ombudsman jaarlijks?

03.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): De nieuwe schaderegelingscode breidt de bestaande overeenkomst onschuldige slachtoffers uit. De nieuwe code bepaalt dat bij een overlijden de minnelijke regeling pas wordt voorgesteld wanneer de nabestaanden emotioneel en menselijk in staat zijn daarover een weloverwogen beslissing te nemen. De verzekeraar is gehouden tot vergoeding van de schade die het gevolg is van zware lichamelijke letsels naar aanleiding van een verkeersongeval.

Er is nooit sprake geweest van de betaling van voorschotten zolang de aansprakelijkheid niet bepaald is. De voorschotten zullen betaald worden door de verzekeraar van de aansprakelijke partij of, wanneer het gaat om een zwakke weggebruiker, door de verzekeraar van het voertuig dat betrokken was in het ongeval. De bestuurders van motorvoertuigen die in een ongeval betrokken zijn, zullen pas voorschotten kunnen krijgen zodra de aansprakelijkheid is vastgesteld.

Een eerste voorschot moet onmiddellijk worden betaald, zodat het slachtoffer de eerste kosten niet zelf hoeft voor te schieten. Die betaling gebeurt zonder voorlegging van bewijsstukken. De eventueel volgende voorschotten moeten alle financiële gevolgen opvangen die het slachtoffer moet ondergaan, zowel de kosten die te wijten zijn aan het ongeval als het verlies van inkomen. Daarvoor moeten wel bewijsstukken worden voorgelegd.

Deze voorschotregeling tast de principes van de burgerlijke aansprakelijkheid niet aan. De vergoeding voor lichamelijke schade gebeurt grotendeels buiten de toepassing van de aansprakelijkheidsregels om, als gevolg van artikel 29*bis* van de wet van 21 november 1989 inzake de verplichte aansprakelijkheidsverzekering voor motorrijtuigen.

De verzekeraar waakt erover dat betwistingen over marginale schadebedragen worden vermeden. Voor kleine materiële schade volstaat dus een begin van bewijs. De term 'klein' doelt op alle materiële schade die als onbelangrijk kan worden gezien ten opzichte van de ernst van de situatie.

Wanneer de code niet nageleefd wordt, is de ombudsdienst van de verzekeringen bevoegd om de klachten te behandelen. In 2009 werden er inzake de autoverzekering 715 klachten ingediend bij de ombudsdienst. In 2010 ging het om 864 klachten.

03.03 **Peter Logghe** (VB): Fundamenteel verandert er dus niet zoveel, want er worden geen voorschotten betaald zolang de aansprakelijkheid niet geregeld is. Het zijn nochtans vooral dergelijke aanslepende gevallen die voor wrevel zorgen omdat de verzekerde dan met hoge kosten wordt geconfronteerd.

03.04 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Hoe kan men bepalen wie een voorschot moet betalen als er geen beslissing is over de aansprakelijkheid?

03.05 **Peter Logghe** (VB): Bij de directe regeling is er toch ook een betaling door de verzekeringsmaatschappij van de niet-aansprakelijke partij, die het bedrag dan later terugvordert van de aansprakelijke partij. Dat systeem had men hier kunnen overnemen. Deze code is een gemiste kans.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de staatssecretaris voor de Modernisering van de Federale Overheidsdienst Financiën, de Milieufiscaliteit en de Bestrijding van de fiscale fraude, toegevoegd aan de minister van Financiën, over "het uitblijven van uitvoeringsbesluiten ten gevolge van het uitblijven van een regering met volheid van bevoegdheid" (nr. 3070)**

04.01 **Hagen Goyvaerts** (VB): Wij stellen met Vlaams Belang in alle commissies de vraag naar het uitblijven van uitvoeringsbesluiten als gevolg van het feit dat er geen regering met volheid van bevoegdheid is. Als de staatssecretaris hetzelfde antwoord heeft als de minister van Begroting en de staatssecretaris van Begroting, is het nutteloos dat ik de vraag stel. Of heeft de staatssecretaris bijkomende informatie?

04.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt** (*Nederlands*): Mijn antwoord is hetzelfde als dat van mijn collega's.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "het groen krediet met interestbonificatie" (nr. 3110)

05.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Inzake energie-efficiëntie behoort België tot de slechtste leerlingen van de Europese klas. Volgens een McKinsey-studie is er in de komende 20 jaar voor 20 tot 30 miljard euro aan investeringen nodig. Eind 2008 heeft de regering daarom beslist om leningen voor woningrenovaties die de energie-efficiëntie ten goede komen, te bevoordelen via een interestbonificatie. Het systeem is een succes: in 2010 werden er bijna 60.000 kredieten verleend, voor een totaalbedrag van 1 miljard euro. De maatregel loopt maar tot 31 december 2011. Valt een verlenging ervan binnen de lopende zaken?

05.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (*Nederlands*): De federale groene lening is er gekomen op mijn voorstel. Er werden 49.053 leningen bij privébanken gevraagd, met een gemiddelde van bijna 15.000 euro per lening. Er is voor 724 miljoen euro aan energiebesparende investeringen in privéwoningen gedaan, dat is 30 procent van alle energiebesparende investeringen in ons land. Tot nu toe nemen 35 banken deel aan de operatie, 10 daarvan zijn goed voor 92 procent van de leningen.

Ik heb voorgesteld de maatregel duurzaam te maken en uit te breiden naar andere energiebesparende investeringen, zoals de aankoop van een elektrische wagen. De financiering van de meerkosten voor een passiehuus ten opzichte van een gewoon huis zou ook in de maatregel kunnen worden opgenomen. Het uitbreiden van de maatregel moet natuurlijk gebeuren door een regering met volheid van bevoegdheden. In theorie kan het ook via een wetsvoorstel, maar die weg is bezaaid met hindernissen. Ik verwijs naar het mislukken van het wetsvoorstel tot verlenging van de belastingvermindering voor vloer- en muurisolatie.

05.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Ik ben blij dat er toch een aanzet is gegeven. Ik zal mijn parlementaire bevoegdheid gebruiken om hieraan een positief gevolg te geven.

Het incident is gesloten.

De bespreking van de vragen wordt gesloten om 14.40 uur.